

**[Texte d'une conférence]**

## **EUROPE ET MONDIALISATION**

**Alain de Benoist**

L'Europe est aujourd'hui la première puissance commerciale et la deuxième puissance économique du monde. L'Union européenne représente à elle seule le quart du produit intérieur brut (PIB) mondial. Sa monnaie unique est déjà la deuxième monnaie de réserve internationale derrière le dollar. Forte de 372 millions de citoyens, elle deviendra après son élargissement à l'Europe centrale et orientale la première puissance démographique du monde occidental. Son système éducatif et la qualité de ses populations lui permettent de produire des élites dans tous les domaines de la recherche fondamentale. Son patrimoine archéologique, historique, littéraire, musical, technologique et scientifique figure parmi les plus riches de la planète. Mère de la philosophie, ses concepts, ses idées et ses représentations irriguent une tradition de pensée ininterrompue depuis près de trois mille ans.

On le voit : l'Europe possède aujourd'hui tous les atouts nécessaires pour détrôner l'hégémonie américaine et s'imposer sans complexe comme la première puissance du monde. Mais elle ne veut pas — pas encore — en assumer la responsabilité historique. Elle offre sa richesse à l'emprise prédatrice des firmes multinationales et des marchés financiers. Elle laisse partir ses élites vers les Etats-Unis qui, privés de cet apport de cerveaux, seraient relégués au rang de puissance moyenne en termes de créativité scientifique et technologique. Elle abandonne sa défense à une Alliance gouvernée depuis Washington tout en soumettant son embryonnaire diplomatie commune aux diktats d'un pays qui n'a pas hésité à bombarder récemment encore l'un de ses peuples. Elle gomme en quelques générations son identité multimillénaire et sa civilisation multiséculaire dans la société de consommation et la société du spectacle. Elle se bâtit enfin de manière confuse, à travers une Union européenne qui n'ose pas s'affirmer comme ce qu'elle est — le socle d'un Etat fédéral à vocation continentale — et qui se résume trop souvent, pour l'opinion publique, à un Parlement de politiciens fantômes et à une Commission de technocrates omnipotents.

On ne peut apprécier la situation actuelle de l'Europe qu'en la situant dans le contexte plus large du nouvel ordre mondial en voie d'émergence depuis la chute du Mur de Berlin. L'ordre des Etats-nations, né en 1648 avec les traités de Westphalie, avait duré 150 ans ; celui du Congrès de Vienne, 100 ans ; celui des accords de Yalta, à peine plus de 40 ans. Ces mutations de plus en plus rapides signalent l'apparition de ce que Carl Schmitt nommait un « Nomos de la Terre », c'est-à-dire un ordonnancement global par lequel le monde parvient à un équilibre. Le premier Nomos de la Terre fut celui des civilisations plus ou moins autarciques de l'Antiquité et du Moyen Age : l'Europe y connut ses premières tentatives d'unification, à travers l'Empire romain, la papauté et l'Empire romain germanique. Le deuxième Nomos fut celui de la dispersion : les nations européennes, d'abord divisées par les guerres de

religion, se placent à partir de la Renaissance en position de concurrence pour la colonisation du monde et la domination de l'Europe : l'époque s'achève par la grande guerre civile de trente ans (1914-1945). Le troisième Nomos s'est articulé autour de l'ordre bipolaire Est-Ouest, affrontement idéologique du libéralisme et du communisme, affrontement géopolitique de la Terre (puissance continentale européenne) et de la Mer (puissance maritime américaine).

Depuis la chute du Mur de Berlin, nous sommes entré dans le quatrième Nomos de la Terre. Celui-ci est marqué par la recomposition du monde en grandes aires de civilisation, qui constituent potentiellement autant de grands espaces politiques. Mais cette multipolarité du monde n'est encore que virtuelle. Car une seule civilisation, celle des Etats-Unis d'Amérique, occupe aujourd'hui une position hégémonique dans les six grands domaines de la puissance : technologique, économique, financier, militaire, médiatique et culturel. L'objectif des Américains est simple : retarder autant qu'il est possible la transformation de l'*universum* occidental en *pluriversum* planétaire. Malgré les apparences, leur adversaire principal n'est ni la Chine ni le monde musulman, mais bien l'Europe : que celle-ci se libère de sa tutelle en affirmant sa souveraineté et les Etats-Unis perdront le contrôle quasi-exclusif du monde et se trouveront obligés de composer avec les puissance émergentes. Sans le savoir, l'Europe tient ainsi dans ses mains le destin du monde.

\*

Mais le nouveau Nomos de la Terre, c'est aussi la globalisation, terme qui s'est imposé depuis quelques années pour décrire un phénomène qui s'accomplit sous nos yeux : la déterritorialisation de la plupart des problématiques contemporaines et la tendance à l'unification de la Terre. Ce phénomène n'est pas une idée ou un simple projet, dont serait porteur une famille politique ou une idéologie particulière. C'est une réalité à laquelle concourent objectivement la plupart des tendances actuelles. L'ampleur du phénomène en laisse prévoir la durée. La globalisation, pour le dire autrement, constitue désormais le cadre de notre histoire présente. C'est pourquoi se déclarer « contre la globalisation » n'a aujourd'hui plus beaucoup de sens. On peut en revanche en élucider la signification, et tenter d'agir sur ses formes et son contenu.

Deux facteurs ont joué un rôle essentiel dans l'avènement de la globalisation. D'une part, l'essor de l'électronique et des technologies de la communication, qui a permis la mise en place de réseaux s'étendant sur toute la surface de la Terre. D'autre part, l'effondrement du système soviétique qui, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, constituait une sorte de contrepoids à l'extension de la puissance américaine. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille regretter la disparition du communisme. En politique, il n'est pas rare qu'un mal puisse sortir d'un bien (ou le contraire). C'est ce que Max Weber appelait le paradoxe des conséquences.

Avec la globalisation, la Terre ne s'unifie pas n'importe comment. Elle s'unifie tendanciellement sous la forme d'un *marché*, c'est-à-dire sous l'unique horizon de la logique de la marchandise et de la recherche d'une hausse permanente des profits. Cet avènement d'un marché mondial s'accompagne d'une transformation des mentalités. L'intériorisation du modèle du marché consacre, dans les esprits comme

dans les comportements, le primat des valeurs marchandes. La plupart des domaines qui, auparavant, échappaient encore dans une certaine mesure à la logique du capital (art, culture, sport, éducation, etc.), y sont aujourd'hui pleinement intégrés. Le modèle anthropologique désormais dominant est un modèle utilitariste : l'homme se définit comme un individu essentiellement soucieux de produire et (surtout) de consommer, comme un agent économique censé rechercher en permanence à maximiser son meilleur intérêt. On passe ainsi d'une société avec marché à une société de marché. Mais il va sans dire que le développement des échanges ne fait disparaître ni l'aliénation ni le préjudice : la seule demande qui peut être prise en compte par le marché est la demande solvable.

Ce n'est pas la gauche « cosmopolite », mais la droite libérale qui a réalisé ou permis la globalisation. Celle-ci correspond à la tendance séculaire du capitalisme : par définition, le marché n'a d'autres bornes que lui-même. Le constat selon lequel le capitalisme s'est avéré plus efficace que le communisme à réaliser l'« idéal internationaliste » n'est donc qu'apparemment paradoxal. Historiquement, le « cosmopolitisme » s'est surtout exprimé à gauche, mais aujourd'hui ce ne sont pas les partis de gauche qui favorisent le plus activement la globalisation. Qui critique la globalisation sans rien dire de la logique du capital, ferait mieux de se taire.

Quels sont les effets de la globalisation ? Le plus évident tient dans l'extension et la concrétisation de ce que j'appellerai l'idéologie du Même : homogénéisation planétaire, uniformisation des comportements, disparition des modes de vie différenciés, généralisation d'un modèle uniforme de « développement », etc. Cette homogénéisation, qui fait que d'un bout à l'autre de la Terre les hommes consomment de plus en plus les mêmes produits, regardent de plus en plus les mêmes spectacles, habitent de plus en plus des villes conçues selon le même modèle, etc., est appuyé par une propagande implicite qui tend à discréditer tout modèle alternatif. L'idée générale sans cesse martelée par les politiciens comme par les médias est que nous vivons, non pas dans le meilleur des mondes possibles, mais dans un monde qui, quoique imparfait, n'en est pas moins préférable à tout autre. Parallèlement, on voit se mettre en place des procédures de contrôle qui, elles aussi, s'étendent à l'échelle mondiale — et dans lesquelles on peut voir les prodromes d'une sorte de Panopticon planétaire : l'avènement de la société de surveillance totale. Cette homogénéisation, enfin, généralise un modèle particulier, le modèle économique et technologique occidental, désormais présenté comme l'inéluctable « destin » de toutes les cultures. La globalisation se confond ainsi, dans une large mesure, avec une occidentalisation dont la puissance américaine est pour l'heure le moteur principal.

Cependant, il faut noter en même temps le caractère *dialectique* de la globalisation. Cette dialectique représente sa contradiction principale. Dans la mesure même où la globalisation apparaît, non sans raison, comme l'imposition unilatérale du mode de vie occidental, elle suscite un peu partout dans le monde de fortes résistances « identitaires ». Plus la globalisation actualise l'unification, plus elle potentialise la fragmentation ; plus elle actualise le global, plus elle potentialise le local. On pourrait bien entendu s'en réjouir. Toutefois, si la globalisation détruit et ressuscite les identités d'un même mouvement, celles qu'elle fait réapparaître ne sont pas les mêmes. La globalisation fait disparaître les identités organiques,

équilibrées, et les restitue sous une forme purement réactive, voire convulsive. C'est le phénomène que Benjamin Barber a résumé d'une formule : « Jihad vs. MacWorld ».

La globalisation réalise par ailleurs l'abolition du temps et de l'espace. L'abolition du temps résulte de ce que, grâce aux techniques instantanées d'information et de communication, tout arrive et se propage désormais en « temps zéro » : les mêmes événements (qu'il s'agisse des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ou de la finale de la Coupe du monde de football) sont vus et « vécus » au même moment par les téléspectateurs de la planète entière, les flux financiers se transmettent instantanément d'un bout à l'autre de la Terre, etc. Quant à l'abolition de l'espace, elle tient au fait que les frontières n'arrêtent plus rien, en sorte qu'aucun territoire n'a plus de centralité particulière.

A l'époque de la guerre froide, il existait une frontière entre le monde communiste et ce qu'on appelait alors, audacieusement, le « monde libre ». Aujourd'hui, il n'y a plus de frontière. Les informations, les programmes, les flux financiers, les marchandises, les hommes eux-mêmes, circulent de plus en plus librement d'un pays à l'autre ou se distribuent simultanément dans tous les pays. A l'intérieur de chaque pays, la distinction entre l'intérieur et l'extérieur ne correspond plus à rien. Naguère, par exemple, la police se chargeait du maintien de l'ordre intérieur, tandis que l'armée se chargeait des interventions extérieures. Il est significatif qu'aujourd'hui la police ait de plus en plus fréquemment recours à des moyens militaires, tandis que l'armée se livre à des « opérations de police internationales ». L'apparition d'un néoterrorisme global est elle aussi révélatrice : aux Etats-Unis, le FBI et la CIA ont désormais les mêmes adversaires. (Pour reprendre la formule citée tout à l'heure, ce n'est plus « Jihad vs. McWorld », mais « Jihad *in* McWorld »). La globalisation signe ainsi l'avènement d'un *monde sans extérieur*. Le néologisme de « globalitarisme » a été inventé pour décrire ce monde qui n'a plus rien au-dessus de lui, cette emprise globale qui par nature n'est limitée par rien.

L'avènement de la globalisation correspond également à la fin de la modernité. La chute du Mur de Berlin, pour prendre ce repère, n'a pas seulement marqué la fin de l'après-guerre ou la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Elle a aussi représenté l'entrée dans la *post-modernité*.

Dans le monde postmoderne, toutes les formes politiques héritées de la modernité deviennent obsolètes. La vie politique ne se résume plus à la concurrence des partis. Le modèle « léniniste », dans lequel les partis cherchaient à arriver au pouvoir pour appliquer leur programme, est largement périmé, car la marge de manœuvre des gouvernements se réduit un peu plus tous les jours. Les Etats-nations perdent à la fois leur centralité et leur légitimité. Leur centralité parce qu'ils sont désormais trop grands pour répondre aux attentes quotidiennes des gens, mais en même temps trop petits pour faire face au déploiement planétaire des problématiques et des contraintes. Leur légitimité parce que, les creusets institutionnels d'intégration sur lesquels ils s'appuyaient autrefois (l'école, l'armée, les syndicats, les partis, etc.) étant tous entrés en crise les uns après les autres, ils ne sont plus *producteurs de social*. Le lien social se reconstitue dès lors à l'écart des autorités administratives et des institutions surplombantes. La globalisation entraîne

un divorce entre le sens et le signe, qui se traduit par une désymbolisation généralisée de la vie politique. La crise de la représentation, la montée de l'abstention dans les consultations électorales, la floraison des populismes et des nouveaux mouvements sociaux, sont encore d'autres symptômes caractéristiques de cette évolution.

Nous assistons simultanément à la fin des Etats-nations au profit des communautés et des continents, à la fin des organisations de masse au profit des réseaux, à la fin du modèle de l'explosion/révolution au profit de celui de l'implosion/dispersion, à la fin des logiques territoriales au profit des logiques transnationales, à la fin de l'individualisme solitaire au profit de l'intersubjectivité des groupes.

Le monde globalisé est avant tout un monde de *réseaux*. Ces réseaux associent des individus en fonction de leurs affinités, de leurs opinions ou de leurs centres d'intérêt, sans qu'entre en ligne de compte leur plus ou moins grande proximité territoriale. Leur grande caractéristique — qui les distingue des autres organisations — est qu'il n'ont ni centre ni périphérie : tout point d'un réseau est à la fois central et périphérique. Les réseaux sont aujourd'hui de toutes sortes : réseaux industriels et financiers, réseaux d'information, réseaux criminels, réseaux terroristes, etc. Leur mode de fonctionnement est essentiellement celui de la délocalisation. Les grandes firmes multinationales, les grandes sociétés industrielles, les cartels de narcotrafiquants, les groupes néoterroristes et les mafias agissent exactement de la même manière : ils choisissent les endroits les plus propices à leur activité et partent s'installer ailleurs chaque fois qu'ils y trouvent des conditions meilleures.

La logique disruptive de l'univers des réseaux est une logique *virale*. Il y aurait ici beaucoup à dire sur le caractère paradigmatique du modèle du virus. Ce n'est pas un hasard si les grandes maladies infectieuses dont on parle le plus aujourd'hui (sida, maladie de la vache folle, etc.) sont des maladies virales. Elles se propagent exactement de la même manière que les virus qui se transmettent dans les ordinateurs d'un bout à l'autre de la planète. Le virus est par excellence l'élément perturbateur du réseau.

Ces quelques considérations suffisent à comprendre combien il serait vain de chercher à identifier un « chef d'orchestre » de la globalisation. Dans la mesure où elle consiste essentiellement en une multiplication de réseaux, la globalisation n'a ni centre ni opérateur ou poste de commandement central. La puissance américaine, qui en est aujourd'hui le vecteur principal du fait qu'elle constitue la seule grande puissance mondiale, n'en représente elle-même qu'une partie subordonnée. Tout comme la finance ou la technique, la globalisation fonctionne selon sa logique propre : modèle horizontal, et non pas vertical, « cybernétique » et non pas actionné ou commandé à distance. La cause du développement de la globalisation tient dans sa seule existence.

\*

Deux autres remarques importantes doivent être faites. La première est que le

caractère global de la globalisation, qui fait incontestablement sa force, est aussi ce qui d'une certaine façon fait sa faiblesse. Dans un monde globalisé, tout retentit sur tout de façon instantanée. Rien n'arrête plus la propagation des ondes de choc, ainsi qu'on le voit avec les grandes crises financières qui, éclatant en un point quelconque de la planète, ont immédiatement des répercussions dans le monde entier. La seconde remarque est que l'extension des réseaux, qui constitue l'un des traits les plus caractéristiques de la globalisation, représente aussi l'un des moyens d'en atténuer ou d'en combattre les effets. Les réseaux sont une arme. Ils permettent aux éléments dissidents et aux rebelles de se regrouper d'un bout à l'autre du globe et de coordonner leur action.

La même évolution redonne aussi toute sa place à l'action locale. A une puissance globale, il serait parfaitement vain de vouloir opposer une autre puissance globale. La stratégie de rupture consiste au contraire à opposer le local au global, le très petit au très grand. Dans la postmodernité, les rapports de force ont changé de nature. Il y a encore cinquante ans, l'objectif de chaque puissance consistait à tenter de se doter de moyens aussi importants — et si possible plus importants — que ceux de la puissance adverse (l'« équilibre de la terreur » de l'époque de la guerre froide). Aujourd'hui, les conflits se caractérisent plutôt par l'*asymétrie* des forces en présence, comme on a encore pu le voir, de manière spectaculaire, avec les attentats du 11 septembre. A l'époque postmoderne, il ne sert à rien de combattre frontalement la globalisation. Il est beaucoup plus important de créer des communautés autonomes, organisées localement sur la base d'objectifs communs et de valeurs partagées. Le déclin des Etats-nations libère l'énergie à la base. Il favorise les possibilités d'action locale et, du même coup, la réapparition de la dimension politique du social. L'application à tous les niveaux du principe de subsidiarité, qui consiste à ne laisser remonter vers le haut que ce pour quoi les niveaux inférieurs n'ont pas de compétences concrètes, serait l'un des meilleurs moyens de porter remède au contenu actuel de la globalisation.

La seconde remarque a trait au niveau continental. J'ai déjà dit tout à l'heure que les Etats-nations deviennent de plus en plus incapables de faire face aux problèmes actuels, parce qu'ils sont désormais trop grands pour résoudre les difficultés quotidiennes et trop petits pour contrôler à eux seuls les situations globales (déploiement mondial des puissances économiques et financières, diffusion par satellites des programmes d'information, commercialisation planétaire des nouvelles technologies, gestion des problèmes écologiques, trafics transnationaux, etc.). Cela montre la nécessité d'une réorganisation des peuples et des nations à l'échelle des grands ensembles de civilisation et des continents. C'est en effet seulement à cette échelle qu'on peut espérer retrouver les possibilités de contrôle que les Etats isolés ont de toute évidence perdues. Et c'est ici que l'on retrouve la nécessité de la construction d'un « bloc » européen.

\*

Les réticences que l'on peut constater aujourd'hui vis-à-vis de l'Europe s'alimentent des incontestables défauts de la construction européenne. On ne peut qu'être frappé à cet égard du total décalage existant entre une Union européenne particulièrement avancée sur le plan commercial et financier et quasiment inexistante

dans les domaines militaire, politique et social. L'Europe ne dispose aujourd'hui d'aucun exécutif digne de ce nom. Elle est créatrice d'obligations par le biais du droit communautaire, mais semble incapable d'en donner la justification. Le discours sur la subsidiarité est contredit par la mise en place d'une bureaucratie qui se veut omnisciente. Faute d'une instance constituante, rompant avec la méthode opaque des conférences intergouvernementales, l'Europe devient productrice de flou. Ne comprenant plus rien à l'enchevêtrement des compétences et des pouvoirs, inquiets devant des « abandons de souveraineté » qu'ils ne voient pas compensés par l'émergence d'une souveraineté européenne, menacés dans leur vie quotidienne par un double déficit démocratique et social, ayant le sentiment que l'Europe se résume aux banquiers de Francfort, aux technocrates de Bruxelles et aux juges de La Haye, beaucoup de citoyens tendent à regarder l'Europe comme un problème plus que comme une solution.

En réalité, ce qu'on peut le plus reprocher à la construction européenne actuelle, c'est de ne rechercher une légitimité qu'en termes d'*output*, c'est-à-dire en termes d'efficacité de résultats mesurés et prédéterminés par un cadre régulateur d'intégration au marché. La dynamique d'intégration s'oriente alors fondamentalement vers une société de marché transnationale et socialement dérégulée, dont la valeur se résume à la stabilité monétaire et à la compétitivité des entreprises. Or, ce qu'il faut rechercher, c'est au contraire une légitimité en termes d'*input*, la construction européenne devant avoir pour objectif de permettre à toutes les parties associées de traiter elles-mêmes librement, chaque fois qu'elles le peuvent, les problèmes qui les concernent, en acceptant les conséquences qui découlent de cette liberté.

L'« Europe des États », l'« Europe des patries » ou l'« Europe des nations », formules commodes pour masquer un refus fondamental de l'Europe, ne permettent pas d'atteindre un tel objectif. Il en va de même d'une « nation européenne », qui reporterait au niveau supra-national toutes les tares propres à la logique unitaire de l'État-nation jacobin — et aussi d'un fédéralisme « par le haut » qui n'est trop souvent que l'alibi de l'hégémonisme. Seul le fédéralisme « par le bas », dit aussi fédéralisme intégral ou sociétal, fondé sur une application rigoureuse du principe de subsidiarité, peut permettre, en faisant partir la construction européenne du niveau communautaire, local et régional, de rejeter d'un même mouvement l'impuissance et le nivellement.

Il faut se défaire de cette vision étatiste et absolutiste qui a trop longtemps interdit de penser l'exercice de la démocratie dans un cadre autre que celui de l'État-nation, alors qu'elle a partout entraîné l'uniformisation, la relégation dans le privé des liens substantiels entre les membres des diverses communautés, la suppression des enracinements concrets et des appartenances particulières, la centralisation et la concentration des pouvoirs entre les mains d'une Nouvelle Classe de gestionnaires et de techniciens. Comme l'avait déjà noté Nicolas Berdiaev, l'État n'a de sens que pour autant qu'il crée les conditions du vouloir vivre-ensemble, en faisant participer à la vie publique tous les membres du corps politique tout en étant le « garant de l'ordre des autonomies ». Cela signifie que les petits États européens doivent se fédérer entre eux, et que les grands doivent se fédéraliser à l'intérieur de leurs frontières. Il s'agit de retrouver les échelons intermédiaires supprimés par des siècles

de jacobinisme, et de faire resurgir une vie locale fondée sur des valeurs partagées, aujourd'hui menacées par la montée de la rationalité anonyme, des valeurs marchandes et de la globalisation.

Je dirai enfin, pour conclure, qu'il s'agit dans une certaine mesure d'envisager une *autre* globalisation. Non pas une globalisation orientée vers l'homogène, vers la diffusion uniforme des valeurs marchandes, non pas une globalisation consacrant la victoire planétaire de la Forme-Capital, mais une globalisation fondée sur le maintien de la diversité (léguer à nos descendants un monde qui ne soit pas moins riche en différences que celui que nous avons reçu), la formation de grands espaces continentaux autocentrés, la pluralité des puissances, l'autonomie locale, la démocratie participative (et non plus seulement représentative) et le principe de subsidiarité.

A. B.